

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

BULLETIN SUR LE COMMERCE ET L'ENVIRONNEMENT

PRESS/TE/035
20 février 2001

(01-0939)

LE CCE EXAMINE LA QUESTION DES PRODUITS INTERDITS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR; LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET L'ACCORD SUR LES ADPIC; LES EFFETS DES MESURES ENVIRONNEMENTALES SUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS; LES AVANTAGES SECTORIELS DE LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES; LES ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES; LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION; ET UN MÉCANISME DE CONSULTATION CONCERNANT LES RAPPORTS ENTRE L'OMC ET LES AEM

La réunion du Comité du commerce et de l'environnement (CCE) du 13 et 14 février 2001 a été particulièrement animée, des Membres et le Secrétariat ayant présenté plusieurs propositions et documents portant sur un vaste éventail de questions. L'accent a été mis sur les questions relatives à l'accès aux marchés, plus précisément sur les effets des mesures environnementales sur l'accès aux marchés et sur les gains que pourrait permettre en matière de commerce, d'environnement et de développement la libéralisation des échanges dans les secteurs de la pêche, de l'énergie, de l'agriculture et des métaux non ferreux.

Les produits interdits sur le marché intérieur, la protection des connaissances traditionnelles, l'accès aux ressources génétiques et l'Accord sur les ADPIC, les évaluations environnementales des accords commerciaux, le principe de précaution et la proposition de la Nouvelle-Zélande portant sur un mécanisme de consultation informel concernant les rapports entre l'OMC et les AEM ont également donné lieu à un débat constructif.

La Présidente, Mme l'Ambassadeur Biké, a souligné qu'il importait d'examiner les questions pratiques intéressant particulièrement les pays en développement telles que l'exportation des produits interdits sur le marché intérieur, ainsi que d'élargir la participation des pays en développement et des pays les moins avancés au CCE. Sur ce dernier point, le PNUE a joué un rôle en finançant la participation des experts de l'environnement issus des pays en développement.

Plusieurs organisations ayant le statut d'observateur (FAO, OCDE, CNUCED, PNUE et OMPI) ont rendu compte des activités en rapport avec le CCE qu'elles ont menées récemment.

À SUIVRE

Mme l'Ambassadeur Biké (Gabon) a cédé la présidence à M. l'Ambassadeur Alejandro Jara (Chili). Le CCE tiendra sa prochaine réunion les 27 et 28 juin 2001 (*voir annexe ci-jointe*).

Le présent bulletin a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Les documents qui y sont cités peuvent être consultés sur le site Web de l'OMC (www.wto.org) ou obtenus auprès de la Division du commerce et de l'environnement du Secrétariat de l'OMC. Une liste mise à jour des documents publiés par le CCE de janvier 1995 à décembre 2000 figure dans le document WT/CTE/INF/3.

RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX POINTS

- La réunion s'est concentrée sur les questions relatives à l'**accès aux marchés**. L'Islande a présenté les critères nordiques en matière d'éco-étiquetage dans le secteur de la pêche. L'Inde a fait part de son expérience concernant les effets des mesures environnementales sur l'accès aux marchés. Les Membres ont également examiné les gains qui pourraient être enregistrés à la fois en matière de commerce, d'environnement et de développement dans les secteurs de la pêche, de l'énergie, de l'agriculture et des métaux non ferreux.
- L'échange de vues concernant le **secteur de la pêche** s'est appuyé sur les débats antérieurs du CCE et sur le dialogue constructif qui a eu lieu lors de l'atelier organisé par le PNUE sur la pêche le 12 février 2001. Le PNUE a fourni une contribution financière pour permettre la participation d'experts de l'environnement et de la pêche issus des pays en développement. La FAO, l'OCDE et le PNUE ont rendu compte de leurs travaux respectifs dans le secteur de la pêche.
- Les CE ont présenté un nouveau document sur les mesures et les politiques qui sont préjudiciables d'un point de vue environnemental et qui faussent les échanges dans le **secteur de l'énergie**. À la demande des CE, le Secrétariat élaborera une note d'information sur cette question.
- La Présidente, Mme l'Ambassadeur Biké, a souligné l'importance de la question des **exportations de produits interdits sur le marché intérieur** pour les pays en développement et les pays les moins avancés, en particulier en Afrique. Il a été décidé, d'après la proposition de l'Égypte, de demander au Secrétariat de la Liste récapitulative des produits dont la consommation ou la vente ont été interdites ou rigoureusement réglementées d'informer le CCE sur ses activités à la réunion de juin 2001.
- Concernant les rapports entre la Convention sur la diversité biologique et l'**Accord sur les ADPIC**, les Membres ont formulé des observations sur le document présenté par le Pérou concernant sa législation en matière de protection des connaissances traditionnelles et d'accès aux ressources génétiques, ainsi que sur le document du Brésil portant sur les questions soulevées par le réexamen de l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC.
- Les participants ont examiné la question du **principe de précaution** en se fondant sur la communication des CE contenant le texte d'une résolution du Conseil européen adoptée en décembre 2000. Les CE ont demandé une définition claire de ce principe; plusieurs Membres ont signalé que les règles de l'OMC permettaient déjà une utilisation raisonnable du principe de précaution.
- Le Canada a fait connaître le nouveau cadre qu'il a mis en place pour procéder à des **évaluations environnementales** des négociations commerciales. Des instituts de recherche

À SUIVRE

d'Argentine et du Sénégal ont présenté des documents parrainés par le PNUE sur leur expérience nationale concernant l'évaluation de la libéralisation des échanges dans le secteur de la pêche.

- En ce qui concerne les **rapports entre l'OMC et les AEM**, les Membres ont dans l'ensemble été favorables à la proposition de la Nouvelle-Zélande de mettre en place un mécanisme consultatif ou informel. Ils ont accueilli avec satisfaction l'élaboration d'un tel mécanisme volontaire qui représente un pas constructif vers l'avant, et ont posé des questions sur la manière dont il fonctionnerait.
- Les CE ont communiqué un **document de travail informel** sur les incidences non commerciales des politiques commerciales (www.cc.cec.8082/com/trade/index_en.htm), sujet sur lequel elles organisent des réunions avec des représentants de la société civile.
- Le PNUE a signalé la **Réunion ministérielle sur l'environnement** qu'il organise à Berlin du 20 au 22 mars et qui portera sur l'environnement, le développement durable et le commerce. Les Membres sont invités à présenter des projets de propositions concernant l'équipe spéciale du PNUE et de la CNUCED chargée du renforcement des potentiels en matière de commerce, d'environnement et de développement (www.unep-unctad.org/cbtf).
- L'examen des demandes de **statut d'observateur** a été repoussé en attendant les résultats de la réunion du Conseil général sur cette question.

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES QUESTIONS EXAMINÉES

Questions dont l'examen avait été reporté lors de la réunion des 24 et 25 octobre 2000

Point 7 – Produits interdits sur le marché intérieur

Les Membres ont accueilli avec satisfaction un nouveau document du Secrétariat mettant à jour les renseignements concernant les produits visés par les instruments internationaux relatifs aux produits interdits sur le marché intérieur (WT/CTE/W/161). La Présidente, Mme l'Ambassadeur Biké, a insisté sur l'importance de la question des produits interdits sur le marché intérieur pour les pays en développement et les pays les moins avancés, en particulier en Afrique. L'Égypte, les CE et d'autres Membres ont souligné l'importance de la Liste récapitulative des produits dont la consommation ou la vente ont été interdites, ou rigoureusement réglementées, ou qui ont été retirés du marché établie par l'ONU et ont dit qu'il était indispensable d'avoir plus de renseignements sur ces produits par exemple sur le savon contenant du mercure (*voir* PRESS/TE/034). L'Inde a rappelé qu'il fallait tenir compte du droit des pays à réglementer les importations en fonction de considérations d'ordre national.

Conformément à la suggestion de l'Égypte, le CCE a décidé d'inviter le Secrétariat de la Liste récapitulative de l'ONU à présenter un exposé devant le CCE à la réunion de juin. Il a également été fait référence au rapport communiqué par le Secrétariat de la Convention de Bâle sur la première Conférence continentale pour l'Afrique sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux (Maroc, 8-12 janvier 2001).

L'Argentine a dit que les exportations par l'Union européenne de farine d'os, produit dont la vente a été interdite dans certains pays de l'Union, devraient être considérées comme des exportations de produits interdits sur le marché intérieur et elle a ajouté que le CCE devrait examiner cette question. Le Canada a relevé la référence au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques

À SUIVRE

biotechnologiques dans le document du Secrétariat concernant les produits interdits sur le marché intérieur et a souligné que les produits de la biotechnologie étaient récents et que leur impact sur l'environnement restait encore à déterminer.

Point 8 – Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

Les Membres ont examiné la communication du Pérou concernant son expérience en matière de protection des connaissances traditionnelles et d'accès aux ressources génétiques (WT/CTE/W/176) et la communication du Brésil sur les questions soulevées par le réexamen de l'article 27:3b) (WT/CTE/W/186), présentée initialement au Conseil des ADPIC. Les Membres ont été reconnaissants au Pérou d'avoir bien voulu faire part de son expérience concernant la législation relative à cet important domaine. L'Inde, le Kenya, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, le Guatemala, la Thaïlande et le Venezuela ont souligné l'importance croissante des questions liées à la diversité biologique. Le Kenya et la Côte d'Ivoire ont mis en relief la proposition africaine concernant les connaissances traditionnelles et les ressources génétiques soumise au Conseil des ADPIC. Le Brésil a dit qu'il fallait promouvoir la biotechnologie d'une manière équilibrée et durable en évitant le biopiratage.

Les CE ont fait observer que ce point de l'ordre du jour était l'un de ceux qui avaient suscité les débats les plus animés. Le Brésil, l'Inde, le Pérou, la Norvège, la Thaïlande et les CE étaient d'avis que le lien entre la diversité biologique et les questions de propriété intellectuelle, comme les connaissances traditionnelles et l'accès aux ressources génétiques, devait être examiné au niveau international. Les CE ont également fait référence à la question des indications géographiques qui présente des similarités avec celle de la protection de l'environnement. Le Brésil, le Pérou, l'Inde et d'autres Membres se sont félicités de l'approche constructive et souple adoptée par les CE et la Norvège (lors d'une réunion précédente, voir PRESS/TE/034) pour examiner ces questions dans le cadre du réexamen actuel de l'article 27:3b) de l'Accord sur les ADPIC. Le Japon a dit que les connaissances traditionnelles n'avaient pas encore été bien définies en termes de propriété intellectuelle. Les États-Unis ont estimé que la Convention sur la diversité biologique et l'Accord sur les ADPIC étaient compatibles et que les débats sur ce point devraient avoir lieu au Conseil des ADPIC. La Suisse a dit que les débats sur les connaissances traditionnelles relevaient de l'OMPI et non de l'OMC.

Pour plusieurs délégations, les échanges de vues ont démontré les rapports pratiques entre l'OMC et les AEM, et en particulier la Convention sur la diversité biologique, et ont montré que leur mise en œuvre devait être suffisamment souple et se renforcer mutuellement. La Thaïlande et le Brésil, ainsi que d'autres Membres, ont dit que l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC laissait aux pays la latitude de mettre en place des systèmes *sui generis*. Cette souplesse devrait constituer un pas en avant et militerait donc pour l'introduction d'une telle obligation dans l'Accord sur les ADPIC au cours d'une nouvelle série de négociations dans le cadre de l'OMC. L'Inde et le Brésil ont présenté des propositions à cet égard (voir PRESS/TE/033). L'Inde a instamment demandé aux Membres d'accorder à la Convention sur la diversité biologique le statut d'observateur au Conseil des ADPIC.

L'OMPI a donné des informations sur son nouveau Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore qui a été établi en octobre 2000 (WT/CTE/W/182-IP/C/W/242). La CNUCED a renvoyé à sa Réunion d'experts sur les systèmes de protection des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles et sur les expériences nationales en la matière qui s'est tenue en novembre 2000 (les documents de cette réunion peuvent être consultés sur Internet: www.unctad.org/trade_env/index.htm).

Les Membres ont pris note d'une lettre du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique informant les organes compétents de l'OMC de la Décision V/26 prise par les parties à la

À SUIVRE

Convention en mai 2000. Cette décision invite l'OMC "à reconnaître les dispositions pertinentes de la Convention, à tenir compte du fait que les dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et de la Convention sur la diversité biologique sont intimement liées et à explorer davantage cette interrelation". Il a été décidé que le Secrétariat répondrait en envoyant ses documents les plus récents concernant la Convention.

Points relatifs à l'accès aux marchés

Point 2 – Principes environnementaux et commerciaux

Les Membres ont formulé des observations sur une nouvelle communication des Communautés européennes contenant la résolution du Conseil européen sur le principe de précaution, adoptée à Nice, 7-9 décembre 2000 (G/SPS/GEN/225-G/TBT/W/154-WT/CTE/W/181). Le principe de précaution repose sur le fait qu'il faut être prudent dans des situations dans lesquelles les informations scientifiques sont incomplètes, préliminaires ou d'une manière ou d'une autre incertaines. Cette résolution prévoit que les mesures prises en application du principe de précaution devraient être scientifiques, transparentes et proportionnelles et ne devraient pas être arbitraires, injustifiées ou discriminatoires et devraient correspondre à l'approche ayant le moins d'effets restrictifs sur les échanges possible. Les CE ont fait observer qu'en s'entendant sur des principes de précaution communs les Membres garantiraient que ces principes ne servent pas de prétexte à des mesures protectionnistes. Le Japon, les États-Unis et le Brésil ont demandé des précisions aux CE quant à la définition de ce principe. Les Membres ont débattu du statut de ce principe en droit international public. Plusieurs délégations ont fait observer que les règles de l'OMC permettaient une utilisation raisonnable de la notion de précaution. L'Australie, la Malaisie, le Brésil et la Norvège figuraient parmi les délégations qui ont relevé que l'application du principe de précaution dépendrait d'une analyse au cas par cas et que son utilisation variait selon le contexte.

Comme cela était décrit dans le document récemment publié par le Secrétariat concernant les évaluations de l'impact sur l'environnement (durabilité) des accords de libéralisation des échanges au niveau national (WT/CTE/W/171), plusieurs pays ont procédé à des évaluations de l'impact des négociations commerciales sur l'environnement. Le Canada a présenté son nouveau cadre pour l'évaluation environnementale des négociations commerciales (WT/CTE/W/183). La République tchèque s'est référée à ses évaluations environnementales de la libéralisation des échanges dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des services environnementaux (www.env.cebin.cz). La Norvège s'est déclarée favorable à la poursuite des efforts visant à mettre au point des méthodologies d'évaluation environnementale et a dit qu'elle procédait actuellement à des évaluations dans plusieurs secteurs. Le PNUE a donné aux Membres des informations sur son manuel de référence sur les évaluations intégrées des politiques liées au commerce ainsi que sur les projets nationaux en cours d'élaboration. Les institutions participantes de l'Argentine et du Sénégal ont exposé leurs expériences en matière d'évaluation de la libéralisation des échanges dans le secteur de la pêche.

Plusieurs délégations ont fait observer qu'il serait difficile d'élaborer une méthode d'évaluation de l'impact sur l'environnement identique pour tous, mais que les études de cas décrivant les expériences nationales étaient utiles. L'Inde, l'Argentine et d'autres Membres ont dit qu'il était important d'encourager la libéralisation des échanges afin de récolter les dividendes économiques qui aideront les pays en développement à consacrer davantage de ressources financières à la protection de l'environnement.

Point 3 b) – Éco-étiquetage

L'Islande a présenté le rapport du Groupe de travail technique nordique sur les critères en matière d'éco-étiquetage dans le secteur de la pêche (<http://fisk.norden.org/fisk/sk/kriterier.pdf>).

À SUIVRE

D'après les recommandations de ce rapport, le processus d'élaboration de critères en matière de certification volontaire et d'éco-étiquetage des produits de la pêche de capture en eau salée devrait être transparent, être fondé sur des éléments scientifiques, recourir à des critères vérifiables et éviter la création d'obstacles techniques au commerce ainsi que la prolifération des labels et les processus de certification onéreux. L'Islande a également fait observer que l'éco-étiquetage pouvait être considéré à la fois comme une menace et comme une opportunité en termes d'accès aux marchés; il importait d'assurer aux pays en développement des possibilités égales de bénéficier des nouvelles tendances du marché dans le secteur des produits de la pêche tout en informant clairement les consommateurs sur l'utilisation durable des ressources de la pêche.

Les Membres ont également fait part de leurs observations sur le document du Secrétariat intitulé Renseignements concernant l'examen des effets des projets d'éco-étiquetage sur l'accès aux marchés (WT/CTE/W/150). Plusieurs délégations ont dit que l'éco-étiquetage volontaire pouvait contribuer à la gestion durable des ressources s'il était fondé sur des critères scientifiques et objectifs. Le Japon et d'autres Membres ont dit que les critères différaient en fonction de la situation de chaque pays et des espèces de poissons concernées. La Nouvelle-Zélande, la Thaïlande, l'Inde et la Corée ont mis en lumière la notion d'équivalence, en vertu de laquelle on pourrait envisager de reconnaître les systèmes des autres pays.

Concernant les implications potentielles de l'étiquetage sur le commerce, plusieurs Membres ont dit qu'il fallait tenir dûment compte des dispositions de l'Accord OTC pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'éco-étiquetage. Plusieurs délégations dont l'Inde, la Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie ont relevé les effets possibles de l'éco-étiquetage sur les échanges et ont dit qu'il faudrait examiner le calendrier de la mise en œuvre de ces systèmes et leurs conséquences pour les pays en développement. Citant sa propre expérience pratique, le Venezuela a dit que les systèmes d'éco-étiquetage pouvaient avoir des effets de distorsion sur les échanges et pouvaient devenir une condition d'accès aux marchés même s'ils étaient volontaires. Les CE ont demandé que la définition des normes dans l'Accord OTC soit précisée en ce qui concerne la question des procédés et méthodes de production (PMP) dans le contexte de l'étiquetage.

Point 4 – Mesures commerciales appliquées à des fins de protection de l'environnement et mesures environnementales ayant des effets sur le commerce

Le Secrétariat met au point la base de données sur l'environnement de l'OMC qui contient les mesures ou dispositions environnementales notifiées par les Membres en 2000; elle sera mise en distribution à la réunion de juillet.

Point 6 – Effets des mesures environnementales sur l'accès aux marchés et avantages environnementaux de la libéralisation des échanges

Concernant la partie "accès aux marchés" de ce point, les Membres ont donné leur opinion sur un document récemment communiqué par l'Inde concernant l'étude des effets des mesures environnementales sur l'accès aux marchés (WT/CTE/W/177). Ce document expose l'expérience de l'Inde et suggère des moyens de minimiser les effets des mesures environnementales sur l'accès aux marchés. Tout en soulignant le manque de moyens techniques, humains et financiers permettant de tirer profit de la demande croissante de produits sans danger pour l'environnement, l'Inde a reconnu que les pays en développement peuvent prendre des mesures pour augmenter la coordination intérieure et fournir des informations sur les prescriptions environnementales, en particulier aux petites et moyennes entreprises. L'Inde a souhaité une coopération internationale sur plusieurs points pour faire avancer le débat, notamment pour ce qui est de la transparence de l'éventail de mesures environnementales actuellement en vigueur. Les Membres ont dit qu'il serait nécessaire de trouver les moyens de donner effet à ces suggestions.

À SUIVRE

Plusieurs Membres ont dit que de plus en plus les mesures environnementales étaient fondées sur une analyse du cycle de vie et sur des procédés et méthodes de production qui n'entraînaient pas nécessairement une dégradation et un appauvrissement. Cuba, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande et le Venezuela ont demandé un renforcement des capacités et des transferts technologiques et financiers ainsi qu'une participation accrue des pays en développement aux activités des organismes de normalisation. La Norvège, les CE et d'autres Membres ont reconnu que certaines mesures pouvaient avoir une incidence négative sur les exportations des pays en développement, même si elles étaient prises pour répondre à des préoccupations environnementales légitimes.

La Suisse, les CE et l'Inde ont parlé des possibilités qui s'ouvraient aux pays en développement sur le marché des produits "verts", comme les produits tropicaux respectueux de l'environnement. Citant l'ouverture d'un dialogue entre les nombreuses parties prenantes dans le cadre d'un nouveau Centre européen pour des échanges durables, les CE ont dit qu'une des façons de progresser serait que le secteur privé et les ONG fournissent des informations sur les normes et se penchent sur les obstacles existants tels que le manque de capacités. La Suisse a dit que les centres de production moins polluante dans les pays en développement constituaient un moyen rentable de lutter contre la dégradation de l'environnement. Le Kenya et Cuba ont souligné qu'il fallait accorder un traitement spécial et différencié aux pays en développement pour les intégrer à l'économie mondiale et assurer un accès aux marchés fiable pour leurs exportations.

Pour ce qui est de l'analyse sectorielle des avantages environnementaux de la libéralisation des échanges, des déclarations ont été faites sur l'agriculture, l'énergie, la pêche, les métaux non ferreux et les services environnementaux. Les Membres ont fait observer que, pour progresser, le CCE devrait se concentrer sur les initiatives permettant de gagner sur tous les plans et démontrant les avantages de la protection de l'environnement, de la libéralisation des échanges et du développement. Le Chili, le Pérou et d'autres Membres ont noté qu'il importait de résoudre tous les problèmes susceptibles de se poser par le biais de la coopération bilatérale et régionale.

- Énergie – Les CE ont présenté un nouveau document sur les mesures et les politiques qui sont préjudiciables d'un point de vue environnemental et qui faussent les échanges dans le secteur de l'énergie (WT/CTE/W/185). Les CE ont fait observer que les défaillances du marché dans le secteur de l'énergie avaient des incidences sur le recours aux meilleures technologies respectueuses de l'environnement disponibles. La suppression des subventions dans le secteur de l'énergie pourrait donner des résultats bénéfiques sur toute la ligne. Le PNUE a rendu compte des ateliers régionaux qu'il avait organisés sur les effets économiques et environnementaux de la réforme du subventionnement de l'énergie. À la demande des CE, il a été convenu que le Secrétariat élaborerait une note d'information sur ce secteur.

- Pêche – La FAO a exposé les résultats de sa consultation d'experts sur les incitations économiques qui a eu lieu du 28 novembre au 1^{er} décembre 2000. Ces résultats seront présentés au cours de la 24^{ème} session du Comité des pêches de la FAO qui se tiendra du 26 février au 2 mars 2001. L'OCDE a rendu compte aux Membres des préparatifs effectués pour la réunion de son Comité des pêcheries qui aura lieu du 5 au 7 mars, concernant en particulier l'étude en cours sur la libéralisation des marchés. Le PNUE a rendu compte des résultats de son atelier sur les subventions dans le secteur de la pêche, organisé le 12 février, et a noté qu'il fallait notifier les subventions au titre de l'Accord SMC, appliquer une méthode matricielle pour classer les subventions dans le secteur de la pêche et leurs effets par catégorie, tenir compte des préoccupations des pays en développement et assurer la collaboration entre les différentes organisations intergouvernementales compétentes. Le Japon a souligné que l'étude de l'APEC sur les subventions dans le secteur de la pêche avait été achevée et qu'on pouvait la consulter sur le site Web de l'APEC.

À SUIVRE

Les Membres se sont félicités du dialogue constructif qui a eu lieu dans le cadre de l'atelier du PNUE. Les CE, le Japon et la Corée ont souligné que la FAO jouait un rôle de premier plan pour ce qui est de la gestion durable des pêches. L'Islande, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et les Philippines ont dit que l'OMC devrait continuer à se pencher sur la dimension commerciale des subventions dans le secteur de la pêche en coordination avec les autres organisations compétentes dont les travaux portent surtout sur une gestion durable de ce secteur. La Nouvelle-Zélande, l'Islande, les Philippines, la Norvège et d'autres Membres ont dit que la réforme du subventionnement aurait des résultats entièrement bénéfiques pour le commerce, l'environnement et le développement; l'OMC était compétente pour examiner cette question et devrait s'engager pleinement sur ce point. Les Philippines et la Thaïlande comptaient parmi les délégations qui ont dit que la question du développement devait être prise en compte lors de l'évaluation du subventionnement. La Nouvelle-Zélande a dit que la distorsion des échanges causée par les subventions entravait un développement durable, en particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés. La Corée a rappelé l'importance des effets socio-économiques. Le Canada, la Norvège et d'autres Membres ont rappelé que les subventions ne pouvaient pas être considérées indépendamment d'une gestion durable du secteur de la pêche; les subventions n'étaient qu'un élément parmi d'autres pouvant avoir une incidence négative sur les ressources de la pêche.

Le Canada figurait parmi les délégations pour lesquelles le point de départ des discussions devrait être une définition des subventions dans le secteur de la pêche. L'Islande et la Nouvelle-Zélande ont dit qu'il ne fallait pas se contenter d'une définition abstraite des subventions. Un examen des incidences commerciales des subventions dans la réalité permettrait d'identifier les avantages d'une réforme pour une gestion durable de la pêche, en particulier dans les pays en développement. Le Japon a demandé pourquoi la question des subventions faussant les échanges ne pouvait pas être réglée dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC). Les CE se sont associées à la Nouvelle-Zélande pour demander instamment aux pays de notifier les subventions qu'ils accordent au secteur de la pêche au titre de cet accord.

- Agriculture – L'Argentine s'est référée à la communication qu'elle a présentée au cours de la réunion du Comité de l'agriculture des 22 et 23 mars concernant les préoccupations non commerciales légitimes à prendre en compte dans les négociations sur l'agriculture. Cette communication portait sur trois préoccupations non commerciales: la pauvreté rurale, le chômage et la dégradation de l'environnement, qui étaient liées aux subventions qui faussent les échanges et les prix et à la progressivité des droits (G/AG/NG/W/88).

- Métaux non ferreux – Le Chili a noté l'importance d'une gestion durable des ressources dans le secteur des métaux non ferreux et a mis en relief les initiatives internationales actuelles visant à mettre en place un plan d'action pour l'exploitation viable des métaux non ferreux.

Points relatifs à l'interdépendance des activités multilatérales concernant l'environnement et des activités multilatérales concernant le commerce

Points 1 et 5 – Rapports entre les AEM et l'OMC

La clarification de l'interface entre l'OMC et les AEM est véritablement au centre du débat intergouvernemental concernant la politique générale à suivre en matière de commerce et d'environnement. À titre de suivi de sa communication (WT/CTE/W/162) et en réponse aux échanges de vues qui ont eu lieu au cours de la dernière réunion, la Nouvelle-Zélande a développé sa proposition de mécanisme consultatif informel (WT/CTE/W/180). Les principaux éléments en sont les suivants: i) établir un mécanisme permettant des consultations entre les pays avant l'application de mesures commerciales au titre des AEM. Ce mécanisme serait volontaire et informel. Il s'efforcerait

À SUIVRE

de trouver les solutions les plus efficaces d'un point de vue économique pour régler un problème environnemental. Ce mécanisme s'appliquerait entre les parties à un AEM, ainsi qu'entre les parties et les pays non parties; ii) créer un mécanisme informel permettant un large dialogue entre l'OMC, les AEM, le PNUE et les ONG; et iii) encourager la clarté dans la rédaction des mesures commerciales prises au titre des AEM, afin d'éviter tout différend concernant leur interprétation.

Les Membres se sont félicités de cette proposition qui constitue un moyen créatif et pratique de progresser et l'approche de la Nouvelle-Zélande a été largement approuvée. Il a été noté que des mécanismes comme celui proposé par la Nouvelle-Zélande pourraient utilement servir à empêcher l'apparition de différends commerciaux relatifs aux AEM, en particulier entre les parties.

Les États-Unis se sont déclarés favorables à une rédaction claire des AEM et ont posé quelques questions concernant les aspects pratiques du mécanisme consultatif tel qu'il est proposé par la Nouvelle-Zélande. Les CE et la Suisse ont jugé l'approche de la Nouvelle-Zélande utile, tout en reconnaissant qu'il faudrait peut-être quand même concilier les AEM et les règles de l'OMC. La Suisse a rappelé l'approche qu'elle proposait pour élaborer un mémorandum d'accord interprétatif fondé sur la notion de soutien mutuel (*voir* PRESS/TE/033). Le PNUE a fait référence aux prochaines mesures qui pourraient être prises pour renforcer les liens de complémentarité et les synergies entre le PNUE, les AEM et l'OMC dans l'optique du Sommet mondial sur le développement durable qui doit se tenir en Afrique du Sud en 2002.

Point 10 – Relations avec les organisations intergouvernementale et les ONG

Afin d'améliorer la transparence et d'informer le public sur les activités de l'OMC, le Canada, appuyé par les États-Unis, les CE, le Pérou et d'autres Membres, a souligné qu'il importait de sensibiliser le public aux questions relatives au commerce et à l'environnement et a suggéré que le Secrétariat poursuive ses efforts dans ce domaine afin de promouvoir un dialogue constructif sur les questions de commerce et d'environnement et une meilleure compréhension du travail de l'OMC. Le Canada a également confirmé qu'il financerait le séminaire régional de l'OMC pour les Caraïbes sur le commerce et l'environnement qui doit se dérouler au courant de l'année.

À SUIVRE

COMITÉ DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Programme de travail et calendrier révisés des réunions pour 2001

1. Dans le Rapport (2000) du Comité du commerce et de l'environnement (WT/CTE/5), il est dit que le CCE poursuivra l'examen de tous les points de son programme de travail en procédant par groupes de questions, sur les thèmes de l'accès aux marchés et de l'interdépendance des activités multilatérales concernant l'environnement et des activités multilatérales concernant le commerce. Compte tenu de la contribution des Membres au titre des différents points du programme de travail, notamment, le cas échéant, de leur expérience nationale, le calendrier des réunions ci-après est proposé à titre provisoire. À chaque réunion, les Membres disposeront de temps pour revenir, s'ils le souhaitent, sur les points examinés à la réunion précédente et pour soulever d'autres questions en rapport avec l'accomplissement du mandat du Comité.

2. À la réunion des **13 et 14 février**, le CCE examinera les points du programme de travail en rapport avec la question de l'accès aux marchés, notamment:

- Point 2: Rapports entre les politiques environnementales qui intéressent le commerce et les mesures environnementales ayant des effets notables sur le commerce et les dispositions du système commercial multilatéral;
- Point 3: Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et:
 - a) les impositions et taxes appliquées à des fins de protection de l'environnement;
 - b) les prescriptions, établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage;
- Point 4: Dispositions du système commercial multilatéral pour ce qui est de la transparence des mesures commerciales appliquées à des fins de protection de l'environnement et des mesures et prescriptions environnementales qui ont des effets notables sur le commerce;
- Point 6: Effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement et en particulier les moins avancés d'entre eux, et avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges.

3. À la réunion des **27 et 28 juin**, le CCE examinera les points du programme de travail relatifs à l'interdépendance des activités multilatérales concernant l'environnement et des activités multilatérales concernant le commerce, notamment:

Séance d'information sur les AEM;

- Point 1: Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent d'accords environnementaux multilatéraux;
- Point 5: Rapports entre les mécanismes de règlement des différends du système commercial multilatéral et ceux qui sont prévus dans les accords environnementaux multilatéraux;
- Point 7: Question des exportations de produits interdits sur le marché intérieur;
- Point 8: Dispositions pertinentes de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

À SUIVRE

4. Les **3 et 4 octobre**, le CCE examinera les points suivants:

Point 9: Programme de travail envisagé dans la Décision sur le commerce des services et l'environnement;

Point 10: Contribution à apporter aux organes pertinents pour ce qui est des arrangements appropriés concernant les relations avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales visées à l'article V de l'Accord sur l'OMC;

Examen des deux groupes de questions relatives à l'accès aux marchés (points 2, 3, 4 et 6) et à l'interdépendance des activités multilatérales concernant l'environnement et des activités multilatérales concernant le commerce (points 1, 5, 7 et 8) et adoption du Rapport (2001) du CCE.

FIN